



**Direction Départementale de la Cohésion Sociale  
et de la Protection des Populations  
Sous Direction de la Protection des Populations  
Service de la Protection des Populations**

Installation classée  
soumise à autorisation

Exploitant :  
**Société CTSP Centre**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-DDCSPP-076  
relatif à l'extension de l'activité de stockage de bois sur la plate forme exploitée  
par la Société CTSP Centre route des Quatre Vents à Bourges**

Le Préfet du cher,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment ses titres 1<sup>er</sup> et IV du livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511.9 du code de l'environnement;
- VU** le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU** le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2711 " Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut " ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007.1.475 du 22 mai 2007 autorisant l'augmentation des capacités d'exploitation du site des Quatre Vents dans le cadre de la création d'une plate-forme multimodale de transit de déchets exploitée par la société CTSP CENTRE ;
- VU** la demande de bénéfice de l'antériorité formulée par la société CTSP CENTRE par courrier en date du 11 avril 2011, complété les 8 septembre et 17 octobre 2011, pour le site qu'elle exploite au 147 route des Quatre Vents à BOURGES ;
- VU** la demande présentée le 20 décembre 2011 et complétée le 22 février et le 27 mars 2012 par la société CTSP CENTRE, dont le siège social est situé 147 route des Quatre Vents 18000 BOURGES, en vue d'accroître les capacités d'exploitation d'une plate-forme multimodale de transit et de traitement de déchets de bois, sur le territoire de la commune de BOURGES, à l'adresse précitée ;
- VU** le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- VU** le courrier du service départemental d'incendie et de secours en date du 27 janvier 2012 ;
- VU** les courriels du 13 et 14 mars 2012 de la société CTSP CENTRE ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 mars 2012 ;
- VU** la communication du projet d'arrêté faite au directeur de la Société CTSP Centre en date du 25 avril 2012 ;
- Considérant** qu'il convient de modifier le classement des activités de l'établissement exploité par la société CTSP CENTRE pour prendre en compte l'évolution de la nomenclature des installations classées et des activités de l'entreprise ;
- Considérant** qu'il convient de modifier des dispositions techniques particulières applicables à la plate forme multimodale ;

**Considérant** que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les dangers et inconvénients engendrés par les activités, au regard des intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement sont identifiés et prévenus par les mesures mises en place et envisagées par l'exploitant ainsi que par les prescriptions du présent arrêté ;

**CONSIDERANT** que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant qui n'a formulé aucune observation,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

La société CTSP CENTRE, dont le siège social est situé route des Quatre Vents, sur le territoire de la commune de Bourges, est autorisée à étendre l'activité de stockage de bois pour l'établissement qu'elle exploite à la même adresse. L'arrêté préfectoral n°2007.1.475 du 22 mai 2007 susvisé mettant à jour les prescriptions applicables à l'établissement susmentionné exploité par la société CTSP CENTRE, est complété et modifié comme suit.

### ARTICLE 2

Les dispositions de l'article 1.2.1 (liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 1.2.1- Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2714	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711	Transit de bois, plastiques, papiers, cartons	Volume susceptible d'être présent dans l'installation	≥ 1 000	m <sup>3</sup>	7 875 <sup>(1)</sup>	m <sup>3</sup>
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.		Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 1	t	20	t
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	Broyeurs bois et papiers	Quantité de déchets traités	≥ 10	t/j	58 <sup>(2)</sup>	t/j
1435	3	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.		volume annuel équivalent de carburant distribué	> 100 et ≤ 3 500	m <sup>3</sup>	196	m <sup>3</sup>
2711	2	DC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques		Volume susceptible d'être entreposé	≥ 100 et < 1 000	m <sup>3</sup>	180	m <sup>3</sup>
2713	2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.		Surface de stockage	≥ 100 et < 1 000	m <sup>2</sup>	130	m <sup>2</sup>
2715		D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710		Volume susceptible d'être présent dans l'installation	≥ 250	m <sup>3</sup>	300	m <sup>3</sup>
2716	2	DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.		Volume susceptible d'être présent dans l'installation	≥ 100 et < 1 000	m <sup>3</sup>	660	m <sup>3</sup>
1432	2	NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430		Capacité équivalente totale	< 10	m <sup>3</sup>	2,6	m <sup>3</sup>

A (Autorisation) ou DC (soumis au contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

(1) : 3 375 m<sup>3</sup> de bois et 4 500 m<sup>3</sup> de plastiques, papiers, cartons

(2) : 55 t/j de broyage du bois et 3 t/j de broyage du papier

Le pétitionnaire est autorisé pour les capacités maximales suivantes :

- Centre de tri de Déchets Ménagers et Déchets Industriels Banals : 25 000 tonnes / an soit 100 tonnes / jour
- Quai de transfert : 25 000 tonnes / an soit 100 tonnes / jour
- Centre de tri de vieux papiers : 20 000 tonnes / an soit 80 tonnes / jour
- Plate-forme multimodale : stockage de 750 tonnes de bois en transit, 100 tonnes de bois avant broyage, 5 150 tonnes de bois broyés, 12 tonnes de DMS/DIS, 75 tonnes de verres, 50 tonnes de métaux, 60 tonnes de DEEE et 8 tonnes d'amiante

### **ARTICLE 3**

Les dispositions de l'article 1.2.3 (consistance des installations autorisées) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment de 2 760 m<sup>2</sup> utilisé comme centre de tri des déchets ménagers et DIB valorisables ;
- un bâtiment de 3 900 m<sup>2</sup> utilisé comme centre de tri et de valorisation de vieux papiers et entrepôt de stockage des balles provenant des deux centres de tri précités ;
- un quai de transfert permettant d'effectuer le tri des déchets et de réduire le transport des faibles tonnages et qui contient plusieurs bennes pour stocker différents déchets (gravats, déchets verts, débris de bois,...) ;
- une plate-forme multimodale assurant le regroupement et le stockage avant transfert des déchets de bois, ferraille, DMS, DIS, DEEE et verre et constituée d'un bâtiment (B&C) de 1 125 m<sup>2</sup> pour le stockage de déchets de bois en transit, d'une case de 375 m<sup>2</sup>, de 2 plates-formes extérieures n°1 et n°2 de surfaces respectives de 3 780 m<sup>2</sup> et de 5 200 m<sup>2</sup> pour le stockage du bois avant et après broyage et de bennes et casiers pour stocker différents déchets (DEEE, DMS, DIS, verre, etc,...).

### **ARTICLE 4**

Les dispositions du chapitre 1.5 (périmètre d'éloignement) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Chapitre 1.5. Périmètre d'éloignement

Des zones de protection contre les effets d'un incendie sont définies pour des raisons de sécurité autour de la plate-forme multimodale.

La zone de flux thermique de 3 kW par m<sup>2</sup> est celle où seule une augmentation aussi limitée que possible des personnes, liée à de nouvelles implantations peut être admise. Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation d'établissements recevant du public : immeubles de grande hauteur, aires de sport ou d'accueil du public sans structure, aires de camping ou de stationnement de caravanes, de nouvelles voies à grande circulation dont le débit est supérieur à 2000 véhicules par jour ou voies ferrées ouvertes à un trafic de voyageurs.

Cette zone est définie par des distances d'éloignement par rapport à la périphérie de la plate-forme multimodale dans les plans fournis au dossier de demande de modification d'exploiter la dite plate-forme version de décembre 2011.

Ces définitions n'emportent des obligations que pour l'exploitant à l'intérieur de l'enceinte de son établissement.

En outre, pour garantir ces dispositions, l'exploitant doit s'assurer que ces zones restent maintenues dans l'état décrit dans le dossier de demande d'extension par la signature d'un accord avec le propriétaire des terrains voisins concernés établissant les restrictions d'usage correspondantes ; à défaut, l'exploitant devra mettre en place des mesures adaptées de réduction du risque afin de confiner ces zones d'effets dans les limites de propriété de l'établissement.

L'accord avec le propriétaire est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. Si aucun accord ne pouvait être trouvé, les mesures de réduction du risque supplémentaires permettant le confinement des zones d'effets à l'intérieur des limites de propriété seront mises en place avant le début d'exploitation de l'extension de la plate-forme multimodale.

Toute modification de l'occupation des sols dans la zone de 3 kW par m<sup>2</sup> définie précédemment doit être portée à la connaissance du préfet par le titulaire de la présente autorisation avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment la réalisation de mesures de réduction des risques à la source ou d'aménagements complémentaires destinés à limiter cette zone à l'intérieur des limites de l'établissement.

## **ARTICLE 5**

Les dispositions de l'article 3.1.1 (dispositions générales) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions polluantes canalisées ou diffuses à l'atmosphère, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de technique de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Un système de brumisation est mis en place à la périphérie de la plate-forme de stockage de bois, à proximité de la zone de chargement du bois et à proximité des broyeurs mobiles afin de réduire tout envol de poussières. L'implantation du système de brumisation est définie conformément au dossier de demande de modification des conditions d'exploiter.»

## **ARTICLE 6**

Les dispositions de l'article 4.1.1 (origine des approvisionnements en eau) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle
Nappe phréatique	0
Réseau public	3 550 m <sup>3</sup>
Milieu de surface (rivière)	0

L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;
- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;
- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.

Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité. »

## **ARTICLE 7**

Les dispositions de l'article 5.1.8 (déchets produits par l'établissement) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 5.1.8. Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchets	Elimination maximale annuelle	
	A l'intérieur de l'établissement	A l'extérieur de l'établissement
Déchets non dangereux :		
Ordures ménagères		2 tonnes
Déchets de bureau valorisables	5 tonnes	
DIB (refus de tri)	6 tonnes	
Ferrailles	24 tonnes	
Déchets dangereux :		
Boues des séparateurs à hydrocarbures		20 m <sup>3</sup>
Eaux de lavage des sols		5 m <sup>3</sup>
Huiles d'usinage		2 m <sup>3</sup>

»

## **ARTICLE 8**

Les dispositions de l'article 7.3.2.1.2 (résistance au feu) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 7.3.2.1.2. Résistance au feu

Les bâtiments (B&C) abritant les installations de la plate-forme de stockage du bois doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- parois extérieures REI 120 sur une hauteur de 3 mètres sur les côtés et de 4 mètres pour le fond,
- planchers REI 120,

R : capacité portante

E : étanchéité au feu

I : isolation thermique.

Les classifications sont exprimées en minutes (120 : 2 heures).

Des parois REI 240 type LURA d'une hauteur comprise entre 3 et 7 mètres sont positionnées à la périphérie de la plate-forme de stockage de bois conformément aux plans du dossier de demande de modification d'exploiter version de décembre 2011. »

## **ARTICLE 9**

Les dispositions de l'article 7.3.4 (protection contre la foudre) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 7.3.4. Protection contre la foudre

Article 7.3.4.1. Dispositifs de protection

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les systèmes de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne. En particulier, les composants de protection contre la foudre doivent être conformes à la série des normes NF EN 50164 : « Composants de protection contre la Foudre (CPF) ».

Article 7.3.4.2. Vérification des dispositifs de protection

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées par un compteur de coups de foudre conforme au guide UTE C 17-106. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation.

Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. »

## **ARTICLE 10**

Les dispositions de l'article 7.7.6.2 (plan d'intervention) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 7.7.6.2. Plan d'intervention

L'exploitant établit un plan d'intervention en cas d'incendie.

Il définit en particulier les mesures d'organisation interne, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre, l'information des riverains et des pouvoirs publics (services préfectoraux, gendarmerie, par exemple), en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est remis à jour à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Ce plan et ses modifications sont transmis à l'inspection des installations classées et à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours.

Ce plan comprend une consigne de vérification de la non-présence de public sur le chemin communal dans le cas d'un incendie sur la plate-forme n°1. La consigne prévoit la condamnation temporaire de l'accès au chemin communal suivant une procédure validée avec l'autorité municipale. Un exemplaire de cette consigne est transmise au service départemental d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées dans un délai d'1 mois suivant la notification de l'arrêté. »

## **ARTICLE 11**

Les dispositions de l'article 7.7.7.1 (bassin de confinement) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 7.7.7.1. Bassin de confinement

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sur les installations existantes (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 450 m<sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Concernant la plate-forme multimodale, la fermeture d'une vanne manuelle située en amont du déboureur déshuileur place la plate-forme en rétention grâce à un encaissement permettant un volume de rétention de 1 100 m<sup>3</sup>.

Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »

## **ARTICLE 12**

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 8.1.1.2 (capacité des installations) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Plate-forme multimodale

La disposition d'entreposage de déchets sur la plate-forme multimodale est la suivante :

Type de déchets	Type de stockage	Volume maximal de stockage (m <sup>3</sup> )	Surface maximale de stockage (m <sup>2</sup> )	Hauteur maximale de stockage (m)	Quantité maximale sur site (tonne)	Elimination annuelle maximale (tonne)
Métaux	Casier	120	40	3	50	700
Bois en transit	Vrac	bâtiment B&C : 3 375	1 125	3	750	20 000
Bois avant broyage	Vrac	plate forme n°1 : 1 200	400	3	100	-
Bois après broyage	Vrac	- plate forme n°1 : 6 300 - plate forme n°2 : 15 600 - case : 1 125	- plate forme n°1 : 2 100 - plate forme n°2 : 5 300 - case : 375	3	- plate forme n°1 : 1 400 - plate forme n°2 : 3 500 - case : 250	25 000
DEEE	Container maritime	180	-	-	60	500
DMS/DIS	Armoire	-	60	2,5	12	500
Verre	Casier	300	150	2,5	75	8 000
Amiante	Bennes	16	-	-	8	400

L'exploitant met en place un dispositif permettant de déterminer visuellement le respect des surfaces et des hauteurs maximales de stockage du bois et des métaux.

Les zones de stockage de bois avant et après broyage sur la plate-forme n°1 sont clairement séparées.

Une distance minimale de 20 mètres est comprise entre la plate-forme n°1 et le bâtiment B&C.

Une distance minimale de 15 mètres est comprise entre la plate-forme n°1 et la plate-forme n°2.

Ces distances sont matérialisées au sol.

L'exploitant tient à jour un état des stocks permettant de définir les quantités de déchets présents sur le site.

Les quantités éliminées annuellement sont mentionnées pour chaque déchet dans le rapport annuel d'exploitation décrit à l'article 8.1.1.7.»

### **ARTICLE 13**

Les dispositions de l'article 9.2.3.1 (mesures périodiques) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 9.2.3.1. Mesures périodiques

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées peut demander.»

### **ARTICLE 14**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

### **ARTICLE 15**

Indépendamment de ces prescriptions, l'administration se réserve le droit d'imposer ultérieurement, toutes celles que nécessiterait l'intérêt général.

### **ARTICLE 16**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Bourges où elle pourra y être consultée. Le présent arrêté devra être affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie du présent arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la porte de la mairie de Bourges pendant une durée minimale d'un mois. Le même extrait est publié sur le site Internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Un certificat constatant l'accomplissement des formalités sera adressé à la **DDCSPP du Cher** (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations- Sous- Direction de la Protection des Populations- Service de la Protection de l'Environnement)- Cité administrative Condé- 2, rue Victor Hugo- CS 50 001- 18003 BOURGES CEDEX.

Un avis sera inséré par les soins du **Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations** et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

### **ARTICLE 17**

M. le Secrétaire Général, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, M. le Maire de Bourges, M. le Responsable de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'au pétitionnaire.

Bourges, le 9 mai 2012

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental par intérim,

Bertrand TOULOUSE

